

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 29 SEPTEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) **La trahison**
- 2) **Très déçu**
- 3) **Alstom**
- 4) **La mafia de...**
- 5) **Les millions libyens de Sarkozy**
- 6) **Il prédit sa mort...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) **Loi El Khomri : les salariés inaptes congédiés sans délai**



Hollande refuse un "pays de précarité" tout en l'instaurant dans la loi El Khomri. - HAMILTON/POOL/SIPA

RAPPEL : François Hollande s'est fait ce lundi l'avocat de la future loi Travail, assurant qu'il ne voulait pas d'un "pays de précarité" mais d'un pays en "mouvement". La précarité, c'est pourtant bien ce qui attend les salariés déclarés inaptes à tout poste avec ce projet de loi. Explications.



C'est un point passé sous silence du projet de loi El Khomri sur lequel la CFTC, syndicat « réformiste » comme Solidaires et la CGT entendent se battre. Demain, si le projet de loi El Khomri est adopté sans réécriture de son volet « Médecine du travail », une entreprise pourra, lorsque l'un de ses salariés est déclaré inapte à tout poste par le médecin du travail, le licencier sans même chercher à le reclasser. « Et l'employeur ne sera plus comptable des effets du travail qu'il propose sur la santé de ses salariés », affirme l'inspectrice Astrid Toussaint, syndiquée à Sud-Travail.

Comment en est-on arrivé là quand en 2013 selon la Dares, 63 700 personnes se sont inscrites à Pôle Emploi à la suite d'un licenciement pour inaptitude physique ? Le plus souvent parce qu'elles souffraient de troubles musculo-squelettiques ou avaient été confrontées à un risque psycho-social ? En deux temps.

De fait, dès septembre 2015, la loi portée par l'ancien ministre du travail François Rebsamen a déjà dispensé les employeurs de prouver qu'ils avaient recherché effectivement un nouveau job à leurs personnels usés, avant de les licencier. Alors qu'avant ils devaient s'enquérir auprès de leurs fournisseurs, de leurs clients, de leurs sous-traitants notamment, de l'existence chez eux de postes disponibles adaptés.

Mais aujourd'hui un salarié ne peut être déclaré inapte qu'après deux visites à son médecin du travail, espacées de 15 jours. Ce laps de temps permet au praticien de réfléchir à des adaptations de postes existants dans l'entreprise et d'affiner son diagnostic. Or le projet de loi El Khomri, supprime cette période de réflexion. Déclaré inapte après un examen unique, le salarié devrait une fois licencié, attaquer cette décision devant les Prud'hommes s'il la conteste. Et cette juridiction ferait alors appel à un expert et non plus un inspecteur du travail médecin pour l'aider à trancher. « Tous points que notre syndicat veut

II) Très déçu, Bernard Lavilliers s'en prend à François Hollande

Par Thomas Romanacce

<https://youtu.be/zZWGyeKvGdM>

VIDÉO - Dépité par le quinquennat du président de la République, le chanteur, qui réédite en cette année présidentielle le plus politique des albums, Pouvoirs, ne souhaite pas voter pour lui et avoue son soutien pour Jean-Luc Mélenchon.

Si François Hollande espérait encore le candidat de tous les artistes, il vient de perdre un soutien de poids. Lors d'un entretien accordé au JDD le chanteur Bernard Lavilliers n'a pas pu s'empêcher de tacler le président de la République. «Hollande ne devrait pas se représenter, ce serait élégant de sa part. Je trouve un peu désolant de le voir s'activer pour essayer de rattraper en six mois cinq ans d'inaction...», a affirmé le chanteur quand on lui demande la différence entre un chef d'État et un politicien. «Lorsque je pense à lui, me reviennent les paroles de ma chanson Utopia. La petite gauche vivotait, frileuse comme une alouette», a expliqué l'interprète à propos de la politique du chef de l'État.

La seule qualité de François Hollande pour Bernard Lavilliers? «C'est un homme cultivé. Il connaît par cœur les quatre premières strophes de La Mémoire et la Mer, de Léo Ferré», a confié le chanteur. Cela semble peu pour sortir la France du marasme actuel. L'artiste pense que son pays mérite mieux. Et que Jean-Luc Mélenchon pourrait incarner ce recours. Il n'a pas caché qu'il votera sans complexe pour le candidat de

l'extrême gauche pour les élections présidentielles de 2017.

Bernard Lavilliers a décidé de rééditer son album Pouvoirs, sorti initialement en 1979 et se déclare comme chanteur engagé et insiste sur sa conscience sociale forte. Il tempère cependant. «Mais je préfère me définir comme un artiste dégagé, avec de l'humour, de l'ironie et de la poésie. Mes chansons ne sont pas des tracts de la CGT», ironise-t-il encore.

LE FIGARO · fr

III) « On a peur qu'ils ferment Belfort et que cela fasse boule de neige »



Dany Aubin (CGT Alstom) : « On a peur qu'ils ferment Belfort et que cela fasse boule de neige »

En marge de la manifestation à Saint-Ouen, Dany Aubin, ingénieur à Alstom et élu CGT, s'alarme de la démission des gouvernants et des sombres perspectives pour l'industrie ferroviaire en France.

Un millier de personnes étaient au rendez-vous, ce mardi 27 septembre, devant les locaux d'Alstom à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). De 11h à 15h, les "Alsthomes" de Belfort ont fait entendre leurs voix. Entre les ouvriers et les membres de la direction, bien escortés de quelques agents de sécurité, un grillage. Symbole

d'un monde divisé. Dany Aubin, ingénieur bureau d'études à Alstom Saint-Ouen et élu CGT revient sur une lutte concrète, qui s'écrit au présent, et un problème politique plus global, ancré dans l'histoire des travailleurs.

Regards. Vu de Saint-Ouen, comment vivez-vous l'épreuve que traversent vos collègues de Belfort ?

Dany Aubin. C'est assez terrible, même lamentable, pour les salariés et leurs familles. Ici à Alstom Saint-Ouen, il est difficile de faire bouger les gens qui travaillent dans les bureaux. Beaucoup de collègues sont quand même venus, peut-être par curiosité, mais ils sont venus. Chez les collègues de Belfort, je ne sens pas d'espoir. Ce n'est pas qu'ils sont démoralisés, mais ils sont abattus. Pour eux, ça va être dur. Et puis on parle de Belfort, mais à Valenciennes, on annonce du chômage partiel à partir du mois prochain... du chômage partiel qui risque de durer un an. Le site d'Ornans est en sous-charge et tout le travail qui pourrait lui être attribué est transféré en Chine. Ce dont on a peur, c'est que s'ils ferment Belfort, cela fasse boule de neige sur les autres sites.

« Montebourg et Macron étaient conscients de ce qui menaçait d'arriver... »

Alstom va si mal que ça ?

Mais non ! Alstom gagne de l'argent... [Le PDG vient d'annoncer un bénéfice net de 12 milliards d'euros et un chiffre d'affaire en hausse de 12% sur un an, NDLR] Quand on voit ce qui est distribué aux actionnaires et tout l'argent qu'ils récupèrent grâce au CICE [crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi]... À chaque comité d'entreprise, quand ils nous annoncent les montants touchés du CICE et qu'on leur demande à quoi ils servent, à quoi ils vont servir, nous n'avons aucune réponse. C'est quand même lamentable. Alors que le CICE était censé profiter à la recherche, au développement et à l'emploi, sur le plan de l'emploi, c'est zéro. Les départs en retraite ne sont pas remplacés, ou alors par des prestataires. Lors la vente de la partie "énergie" d'Alstom, l'année dernière, nous avions averti, à la CGT : en vendant cette partie-là, on court à la catastrophe. On en mesure les conséquences maintenant.

[Lire aussi Philippe Légié : « L'État est coupable de n'avoir rien fait pour Alstom »]

Qu'attendez-vous du gouvernement ?

Je pense que le gouvernement va faire quelque chose, mais pour combien de temps ? Un an, deux ans, pour qu'à la fin on nous annonce la fermeture de Belfort ? Le site ne va pas être sauvé par de simples annonces. Cela fait longtemps que nous avons pris contact avec le gouvernement, avec les ministres qui se sont succédés –que ce soit Arnaud Montebourg ou Emmanuel Macron. Nous les avons déjà avertis du problème ferroviaire général en France, de la situation préoccupante de Belfort et des autres sites comme Ornans ou Valenciennes. Ils étaient conscients de ce qui menaçait d'arriver...

« Les promesses d'il y a cinq ans n'ont pas été tenues. Hollande à Florange... »

Quel bilan tirez-vous de l'action du gouvernement pour l'industrie française ?

C'est toute une politique qui est complètement à revoir. On supprime l'écotaxe, dont les ressources devaient servir à améliorer les transports urbains et ferroviaires. Avec la COP21, on nous dit qu'il faut moins polluer, mais ensuite Macron nous envoie tous ses cars ! En matière de fret, nous sommes ridicules par rapport aux Allemands. Il manque une volonté politique de relancer le ferroviaire en France, pour créer du travail, des emplois. Et cela ne concerne pas qu'Alstom : regardez Bombardier.

Les politiques n'y peuvent rien ? Y croyez-vous encore ?

On voit des hommes politiques. Aujourd'hui, il y avait Philippe Poutou, Gérard Filoche, Pierre Laurent et même Nicolas Dupont-Aignan – lui, on connaît sa position : il va dire « fabriquons français », mais derrière, adieu les 35 heures, « travaillez plus », etc. Le seul que j'ai trouvé crédible, lors d'une émission, c'est quand même Jean-Luc Mélenchon. Après, les socialistes... Je ne veux pas en parler, cela me dégoûte tellement. Les promesses d'il y a cinq ans n'ont pas été tenues. Hollande à Florange... Maintenant, il va encore nous faire une annonce pour Belfort et si cela capote, il va être ridicule.

Comment envisagez-vous la suite des événements ?

Tant que la direction ne revient pas sur ses positions, et même si le gouvernement fait des annonces la semaine prochaine, je pense que le mouvement va continuer...

Après notre entretien, alors que les "Alsthommes"

remballent leur matériel et s'apprêtent à reprendre la direction de Belfort, Dany Aubin tient à nous parler de la loi travail. Pour lui, la direction a déjà tout prévu dans le cadre de futures renégociations des conditions de travail. Il sent que les conséquences seront lourdes. Alstom n'attendrait qu'une chose : que les décrets d'application entre en vigueur – ce qui ne saurait tarder.

Magazine Marianne

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Le grand flic de Sarkozy Bernard Squarcini mis en examen



L'ancien patron du renseignement intérieur français, Bernard Squarcini, placé en garde à vue ce 26 septembre - MEUNIER AURELIEN/SIPA

L'ancien directeur de la police judiciaire parisienne, Christian Flaesch, et l'ex-patron du renseignement intérieur français, Bernard Squarcini, tous deux proches de l'ancien président de la République, ont tour à tour été placés en garde à vue ce lundi 26 septembre, dans le cadre d'une information judiciaire ouverte pour "violation du secret de l'instruction", "entraves aux investigations", "trafic d'influence" et "compromission". Très peu d'informations ont encore filtré sur les raisons de cette enquête. Bernard Squarcini a ensuite été mis en examen.

Et de deux. Après la garde à vue de l'ancien directeur de la police judiciaire parisienne, Christian Flaesch, ce lundi 26 septembre, c'est au tour de l'ancien patron du renseignement intérieur français, **Bernard Squarcini, 60 ans, d'être auditionné.** Quelques heures après son compare, Bernard Squarcini a été interpellé dans la même enquête, ouverte par le parquet de Paris, notamment pour "violation du secret de l'instruction", "entraves aux investigations", "trafic d'influence" et "compromission". Peu d'infos filtrent sur les raisons de cette enquête.

Les perquisitions menées, en avril dernier, au domicile du "Squale", ce très proche de Sarkozy, et dans ses bureaux, dans le cadre de plusieurs autres enquêtes, dont celle du présumé financement libyen de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007, ont conduit à l'ouverture de cette information judiciaire dont on sait encore peu de choses. De nombreux documents ont toutefois été saisis à cette occasion par les enquêteurs de l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales.

Parmi ces documents, selon **le Monde**, certains permettent de le soupçonner **d'avoir utilisé ses réseaux au sein de la police au profit des intérêts de son propre cabinet** de consultant, le cabinet Kyrnos, fondé en 2013, et des **entreprises privées** auxquelles il a facturé ses services.

Selon France Info, un contrat signé avec le géant américain de l'industrie du tabac, Philip Morris, pourrait notamment être au centre des accusations. Selon une source proche du dossier citée par France info, les enquêteurs cherchent à savoir dans quelle mesure il a pu encourager la police marseillaise à lutter contre la contrebande de cigarettes afin de servir les intérêts de Philip Morris.

Squarcini et les affaires

Ce n'est pas la première fois que son nom apparaît mêlé à la justice. Dans un volet de l'affaire du cercle de jeu Wagram, du nom d'un établissement de jeux parisiens contre lequel une enquête a été diligentée entre autres pour "blanchiment" et "extorsion de fonds", Squarcini est soupçonné d'avoir demandé le placement d'un policier sur écoute. En 2008, reconnu coupable dans l'affaire des "fadettes" de deux journalistes du Monde, dont il cherchait à remonter la source, il avait par ailleurs été condamné à payer 8.000 euros d'amende par le tribunal correctionnel de

Paris.

Christian Flaesch a quant à lui été entendu par la police des polices au sujet d'une possible violation du secret de l'enquête lorsqu'il était à la tête du 36 quai des orfèvres. Ce proche de Sarkozy a été nommé à la tête du "36" à son arrivée à l'Élysée en 2007, succédant à Frédéric Péchenard. En décembre 2013, il avait été remercié après avoir passé un coup de fil à Brice Hortefeux, son ancien ministre de tutelle, afin de le prévenir de sa convocation prochaine dans l'enquête sur le présumé financement libyen de la campagne sarkozyste en 2007 suite à la publication par Mediapart de documents sur le sujet. **Mais sa garde à vue n'est pas liée à ce dossier** et peu d'éléments ont filtré sur son origine.

Cet article a été publié le 27 septembre.

[Edit 28 septembre] Bernard Squarcini a été mis en examen pour violation du secret de l'instruction et trafic d'influence.



V) Un carnet consignait en 2007 les millions libyens de Nicolas Sarkozy

Par Fabrice Arfi et Karl Laske

L'ancien ministre du pétrole libyen Choukri Ghanem, retrouvé noyé dans le Danube en avril 2012, a laissé derrière lui un carnet de notes actuellement exploité par la justice. L'ancien dirigeant y a détaillé, le 29 avril 2007, une série de trois versements destinés à la campagne présidentielle de l'ancien chef de l'État.

C'est un petit carnet qui pourrait bien devenir le pire cauchemar de Nicolas Sarkozy. Le juge d'instruction parisien Serge Tournaire et les policiers de l'Office central de lutte contre la corruption (OCLCIFF) ont obtenu la communication des notes manuscrites d'un ancien dignitaire du régime Kadhafi qui détaillent une série de versements occultes au profit de l'ancien chef de l'État français, pour au moins 6,5 millions d'euros, au moment de l'élection présidentielle de

2007.

La justice enquête depuis trois ans sur des soupçons d'un financement libyen massif de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy, alors président de l'UMP et ministre de l'intérieur. Ce que plusieurs dirigeants libyens, Mouammar Kadhafi en tête, avaient publiquement affirmé peu avant l'offensive militaire occidentale de 2011. Cette affaire vaut déjà une mise en examen pour « blanchiment de fraude fiscale », « faux » et « usage de faux » à son plus proche collaborateur d'alors, Claude Guéant, mis en cause pour avoir reçu 500 000 euros d'un des gestionnaires des comptes offshore de l'État libyen.



Choukri Ghanem, en décembre 2007, alors ministre du pétrole du gouvernement libyen. © Reuters

Le carnet manuscrit appartenait à un dénommé Choukri Ghanem, ancien chef du gouvernement (2003-2006) et ministre du pétrole (2006-2011) de la Libye. Proche du fils de Mouammar Kadhafi, Saïf al-Islam, qu'il a pris sous son aile dès ses études à l'université, Choukri Ghanem était un personnage clé du régime, en charge de sa principale ressource, le pétrole (et ses secrets). Il fera partie en 2011 des hauts responsables du pays qui ont fait défection au colonel Kadhafi pendant la guerre déclenchée par la France.

À la date du 29 avril 2007, soit une semaine pile après le premier tour de l'élection présidentielle française, Ghanem rédige en arabe dans son carnet le compte-rendu d'une réunion qu'il a tenue avec un autre cacique du régime Khadafi, Bachir Saleh, le très influent (et francophone) directeur de cabinet du "Guide" et patron de l'un des fonds souverains du pays, le Libyan Africa Portfolio (LAP). Est également présent Baghdadi Mahmoudi, premier ministre libyen alors en exercice. Au cours de cette réunion, Saleh dit avoir transféré 1,5 million d'euros à Nicolas Sarkozy, rapporte Ghanem.

D'autres noms de dignitaires du régime sont également évoqués, ainsi que des montants supplémentaires : 3 millions envoyés par Saïf al-Islam Kadhafi et 2 millions par Abdallah Senoussi, chef des services secrets intérieurs libyens et beau-frère de Kadhafi. Soit un total de 6,5 millions d'euros qui auraient été versés, selon les écrits de Choukri Ghanem, en pleine campagne électorale au clan Sarkozy. Le carnet mentionne en outre, selon les informations recueillies par Mediapart, une impatience des destinataires quant à la réception physique des fonds. Sollicitée par Mediapart, la porte-parole de Nicolas Sarkozy n'a pas donné suite.

Choukri Ghanem n'est plus là pour témoigner aujourd'hui devant les juges. Son corps a été retrouvé sans vie le 29 avril 2012, flottant dans le Danube, à Vienne (Autriche), la ville de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), où il avait trouvé refuge après sa fuite de Libye. La police autrichienne, qui n'avait pas exclu la piste de l'assassinat dans un premier temps, a finalement conclu à une noyade accidentelle au petit matin consécutive à une crise cardiaque. Toutefois, de nombreuses zones d'ombres et incohérences continuent d'entourer cette disparition et plusieurs proches de la victime n'hésitent pas à évoquer en privé des soupçons persistants de meurtre.



Les bords du Danube, à Vienne, là où le corps de Choukri Ghanem a été retrouvé le 29 avril 2012. © Reuters

La veille de la mort de Ghanem, Mediapart avait rendu public un document officiel libyen, daté de décembre 2006, évoquant l'accord de principe des autorités pour financer, à hauteur de 50 millions d'euros, la campagne électorale du président de l'UMP. Plusieurs personnages clés de l'ancienne dictature libyenne cités dans cette note se retrouvent dans le carnet secret de Ghanem, désormais entre les mains de la justice française.

Judiciairement, l'histoire de ce carnet est celle d'un long périple au travers de l'Europe. Il a été

découvert chez le gendre de Ghanem lors d'une perquisition aux Pays-Bas, menée en marge d'investigations liées à un vaste scandale de corruption impliquant le géant norvégien de la chimie Yara. Ce dossier a donné lieu en 2015 au plus important procès financier que la Norvège ait connu de son histoire. Choukri Ghanem y a été présenté comme l'un des acteurs de premier plan du système de pots-de-vin mis au jour.

Selon les traces qu'il a laissées derrière lui, l'ancien premier ministre libyen était également le gardien de quelques secrets enfouis sur les compromissions de la France à Tripoli. C'est pourquoi, après être resté à la disposition de la justice norvégienne, le petit carnet de Ghanem a été transmis par la procureure Marianne Djupesland à la justice française. Une aubaine.

« Des fonds ont été transférés en Suisse »

Ce document, parce qu'il est daté de 2007, vient briser le principal argument sarkozyste dans l'affaire des financements libyens, selon lequel ce soupçon n'aurait été qu'une construction a posteriori du régime Kadhafi pour décrédibiliser la France, pays leader dans la guerre en Libye. Quand Ghanem couche ces lignes, c'est-à-dire quatre ans avant l'opération militaire, la France de Sarkozy et la Libye de Kadhafi entretenaient en réalité des rapports d'une telle proximité qu'un ambassadeur américain les qualifiera un jour de « lune de miel ».



Claude Guéant, Mouammar Kadhafi et Nicolas Sarkozy, en juillet 2007, à Tripoli, en Libye. © Reuters

À l'époque, c'est le marchand d'armes Ziad Takieddine, déjà mis en cause dans les financements illégaux de l'affaire Karachi et très proche de deux intimes de Sarkozy (Claude Guéant et Brice Hortefeux), qui

avait opéré dans le plus grand secret le rapprochement entre Sarkozy et le dictateur.

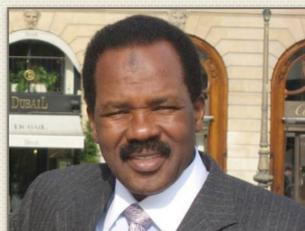
La note libyenne révélée par Mediapart en 2012 – taxée de « faux grossier » par l'ancien président, mais désormais authentifiée par les expertises techniques ordonnées par la justice – ne portait

que sur un accord de financement de la campagne de 2007. Le carnet Ghanem, pour la première fois, montre que des versements ont bien eu lieu, conformément au témoignage de l'ancien chef de cabinet de Saïf al-Islam, un certain Mohamed Ismail, qui avait décrit des circuits bancaires ayant notamment transité par le Liban, l'Allemagne et la Suisse.

Que ce soit dans la note de 2006 ou dans le carnet Ghanem, il est par ailleurs intéressant de constater qu'un même personnage apparaît au cœur des tractations secrètes. Il s'agit de Bachir Saleh, l'ancien directeur de cabinet de Kadhafi, qui s'est placé sous la protection du président Sarkozy pendant l'offensive militaire de 2011. Lors de la chute du régime, Bachir Saleh s'était en effet réfugié en France où il avait trouvé un soutien sans réserve du gouvernement malgré le mandat d'arrêt d'Interpol qui le visait.

Le 3 mai 2012, en pleine élection présidentielle et cinq jours après la publication par Mediapart de la note de 2006 (dont il était le destinataire), Saleh était exfiltré en catastrophe du pays avec le concours des services secrets français, du cabinet de Claude Guéant, alors ministre de l'intérieur, et d'un homme d'affaires introduit à l'Élysée, Alexandre Djouhri. Une scène à la John Le Carré, qui porte la marque des affaires d'État.

Récemment convoqué dans le cabinet du juge Tournaire, Bachir Saleh a fait faux bond au magistrat, comme l'a révélé Le Monde. Contacté par Mediapart en Afrique du Sud, où il s'est exilé depuis sa fuite de Paris, Bachir Saleh, manifestement gêné, a affirmé : « Je ne suis pas concerné par l'affaire des financements de Sarkozy, je n'ai rien à voir avec cela. » « Les gens écrivent ce qu'ils veulent », a-t-il ajouté, précisant au sujet de Choukri Ghanem qu'il s'agissait d'un proche à qui il ne connaissait pas de « problèmes de santé particuliers » au moment de sa mystérieuse disparition.



Bachir Saleh, l'ancien directeur de cabinet de Kadhafi

Bachir Saleh se retrouve de fait dans une situation compliquée vis-à-vis de Nicolas Sarkozy, à qui il doit sa survie. Dans une note

déclassifiée du 19 septembre 2011 de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), consacrée à son exfiltration de Libye avec l'aide

des autorités françaises, l'ex-bras droit de Kadhafi semble entièrement dévoué à l'ancien président français. Son agent traitant de la DGSE écrit à son sujet : « L'œil humide, la voix un peu cassée, il confie son émotion en remerciant à de nombreuses reprises le président français [...] et déclare avec un peu d'emphase qu'il n'oubliera jamais ce geste et qu'il restera fidèle à la France quoi qu'il advienne maintenant. »

L'autre interlocuteur libyen cité dans le carnet Ghanem en avril 2007, Baghdadi Mahmoudi, était le chef du gouvernement à l'époque des faits. Présenté dans une note du 26 mai 2011 de la DGSE comme « lucide et influent » et « très actif dans l'entourage de Choukri Ghanem », Baghdadi Mahmoudi a confirmé à plusieurs reprises le financement occulte de Nicolas Sarkozy par le régime Kadhafi.

« Oui, en tant que Premier ministre, j'ai moi-même supervisé le dossier du financement de la campagne de Sarkozy depuis Tripoli. Des fonds ont été transférés en Suisse et Nicolas Sarkozy était reconnaissant pour cette aide libyenne », avait notamment affirmé l'intéressé, le 25 octobre 2011, devant la cour d'appel de Tunis, en Tunisie, où il avait dans un premier temps trouvé refuge après la guerre.

« Baghdadi Mahmoudi a dit avoir remis à une délégation française envoyée par Sarkozy de l'argent, beaucoup d'argent, des millions d'euros en liasses de billets, a résumé l'un des avocats de l'ancien dirigeant, Me Slim Ben Othman. Il a des documents comptables. On ne remet pas des millions d'euros sans aucune signature. Il garde en mémoire les prénoms de la délégation française. »

Extradé depuis à Tripoli, Baghdadi Mahmoudi a été condamné à mort mais il n'en démord pas. À un journaliste de Libération qui avait pu le rencontrer en prison en août 2015, l'ancien premier ministre de la Libye maintenait que Nicolas Sarkozy avait profité de subsides du régime Kadhafi pour sa campagne de 2007. Le carnet du noyé, désormais, en témoigne.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Patrick Buisson prédit la mort politique de Nicolas Sarkozy



Le Scan politique



Patrick Buisson, ancien conseiller politique de Nicolas Sarkozy Crédits photo : MIGUEL MEDINA/AFP

LE SCAN POLITIQUE - L'ancien conseiller du président réitère ses menaces de révélations compromettantes à l'encontre de Nicolas Sarkozy, et prédit sa fin politique.

Une « fusée à trois étages », c'est la dernière promesse de révélations lancée par Patrick Buisson, toujours engagé dans une vindicte contre Nicolas Sarkozy. Dans l'Obs, ce jeudi, l'ancien conseiller ne décolère pas. Il estime subir « un assassinat politique » et menace de nouveau : **« Je me tais jusqu'au jour où je ne me tairai pas. Et ce sera spectaculaire »**. L'ancien rédacteur en chef de Minute n'admet pas d'avoir été écarté à la suite de la révélation en mars dernier du contenu des enregistrements de ses échanges avec Nicolas Sarkozy et ses proches. Une affaire qui selon lui « n'a été qu'un prétexte pour habiller un changement de politique ».

Patrick Buisson livre sa version des faits : **« Sarkozy n'avait plus besoin de moi face à Marine le Pen. Il souhaitait changer de stratégie, alors il a médiatisé sa rupture avec moi »**. Un ancien président « qui n'aime pas les gens à l'égard desquels il a une dette. Il ne supportait plus que l'on parle de 'ligne Buisson' », confie-t-il.

Pour Patrick Buisson, ce revirement politique pourrait engendrer une nouvelle défaite pour l'ancien président. Excédé par l'ouverture vers le centre de Nicolas Sarkozy, il estime que « ce n'est pas son genre de beauté, ça ne marchera pas ». Et

premières semaines de campagne pour la présidence de l'UMP: «La mayonnaise ne prend pas, il n'y a plus de jus, plus rien». Un constat qui amène Buisson à prédire: **«Les choses sont maintenant claires, il sera mort politiquement avant de l'être judiciairement».**

Buisson maintient le doute sur les enregistrements

«Sarkozy et Hollande vont couler tous les deux car ils font le système», martèle-t-il encore, comme un écho à la dénonciation du «système UMPS» dont se montre friand le Front national. Si le contenu de sa «fusée à trois étages» reste un mystère, Buisson tient à montrer qu'il conserve une capacité de nuire en conservant jalousement le secret sur les centaines d'heures d'enregistrement qu'il posséderait: **«personne ne sait s'ils existent ou pas».**

A la fin du mois de septembre dernier, Patrick Buisson avait déjà lancé quelques attaques contre Nicolas Sarkozy, et jugeait néfaste l'influence de Carla Bruni: «Psychologiquement il n'a plus envie de se battre. Il aimerait être élu et continuer la vie agréable qu'il mène actuellement». Dans Le Point, il attaquait frontalement l'ex-première dame: «Aujourd'hui, son problème, c'est Carla: elle l'éloigne trop du peuple et le pousse à l'hédonisme. Après lui avoir offert une montre Patek Philippe à 40.000 euros, voilà qu'elle l'emmène voir la pièce de théâtre de Bernard-Henri Lévy début septembre!».

A Suivre...
La Presse en Revue

LE FIGARO · fr

LAPRESSEENREVUE.EU

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com